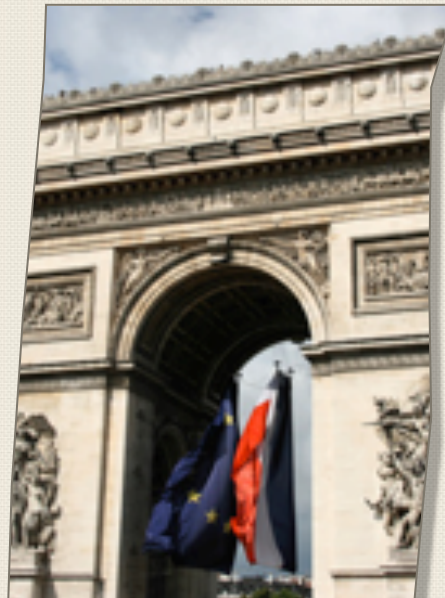


# LA PRESSE EN REVUE...

**VENDREDI 26 FEVRIER 2016**

## SOMMAIRE

- 1) Pas pour rire ?!
- 2) Valls peut prendre le PS, il ne reste plus rien
- 3) Aubry contre-offensive après Valls
- 4) Ce gouvernement est minoritaire
- 5) Voilà une bonne idée de progrès...



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Guy Bedos : "Valls ? Je lui péterais bien la gueule"**



## Invité à s'exprimer sur la politique menée par le gouvernement de François Hollande, l'humoriste Guy Bedos a admis qu'il était loin de porter Manuel Valls dans son coeur.

Démantèlement du camp de migrants à Calais, réforme du Code du Travail, les sujets brûlants sont nombreux en ce moment pour le gouvernement. Nombreux aussi pour ceux qui lui adressent des critiques. Hormis la tribune incendiaire publiée dans Le Monde et cosignée entre autres par Martine Aubry, Guy Bedos a sévèrement critiqué l'action du gouvernement et plus particulièrement celle de Manuel Valls. "Je n'ai rien contre Hollande au départ. Je suis plus agacé par Manuel Valls. Je lui péterais bien la gueule", a déclaré l'humoriste sur le plateau de la Nouvelle Édition. En plus de ne pas goûter la politique mise en place par le Premier ministre, Guy Bedos semble ne pas apprécier la personnalité de l'ancien maire d'Évry.

### Une tribune contre l'évacuation de la "jungle" de Calais

Artiste assumé de gauche et peu adepte de la langue de bois quand il est invité à la télévision, Guy Bedos n'a pas non plus digéré la gestion de la crise des migrants. Et notamment le projet de démantèlement de la tristement célèbre "jungle" de Calais. Il a cosigné avec 250 artistes ou personnalités dans Le Monde, une tribune contre l'évacuation du bidonville en début de semaine. Toujours sur ce sujet polémique, il n'avait pas hésité à tacler le ministre de l'Intérieur sur BFMTV : "C'est injuste, c'est inhumain. Quand j'entends monsieur Cazeneuve prononcer les adjectifs "progressiste" ou "humanitaire", je me pince. C'est un contresens." Il avait également ajouté que l'on pouvait investir de l'argent sur cette crise des migrants "pour des raisons purement humanitaires".

orange.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Christian Paul vise Manuel Valls : «L'OPA sur le PS, c'est terminé»

Pauline Théveniaud (@Pauline\_Th)



«Le Premier ministre a profondément détourné la gauche de ces engagements, de ce qui est utile pour la France», estime le député de la Nièvre. (AFP/JOEL SAGET)

Une tribune coup de poing. Le renfort de Martine Aubry, qui sort du bois avec fracas.

La gauche du PS redouble son offensive contre François Hollande et Manuel Valls, ce mercredi.

Après des mois de bras de fer sur le pacte de responsabilité et plus généralement sur la politique économique conduite par le duo exécutif, après le vif débat sur la déchéance de nationalité, la réforme du Code du travail portée par Myriam El Khomri a achevé de fracturer la gauche. «Il y a un effet d'accumulation, dénonce Christian Paul, chef de file de la fronde à l'Assemblée et signataire de la tribune. Là, il faut réveiller les consciences.»

En guise de sonnette d'alarme, un texte au vitriol, publié ce mercredi dans «Le Monde» et cosigné par 18 personnalités, dont Martine Aubry et Daniel Daniel Cohn-Bendit. Au bas de ce réquisitoire implacable, sont également apposées des signatures de frondeurs socialistes,

d'écologistes, d'aubrystes, mais aussi de députés jusqu'ici critiques mais loyaux.

**«Dans le PS, il n'y a pas de majorité pour cette politique»**

«Il y a eu une sorte d'OPA sur le PS. Eh bien, c'est terminé», s'enflamme Christian Paul. Le député de la Nièvre précise : «Je pense à l'OPA du Premier ministre, qui a profondément détourné la gauche de ces engagements, de ce qui est utile pour la France. Dans le PS, il n'y a pas de majorité pour cette politique.» En témoigne, selon lui, le vote sur la révision constitutionnelle. **83 députés PS se sont prononcés contre le texte et 36 se sont abstenus.** «C'est quand même le signal d'une volonté très claire de ne pas laisser faire», analyse le frondeur.

La réforme du Code du travail creuse un peu plus la fracture. Il n'est qu'à voir le **franc succès de la pétition antiréforme**, lancée par des militants et activistes de gauche dont Caroline de Haas et Elliot Lepers. Ou **l'accueil au bazooka de la section PS de Mulhouse (Haut-Rhin)**, lors du déplacement de Manuel Valls, Emmanuel Macron et Myriam El Khomri dans la ville lundi. Il y a aussi **les réticences exprimées tout haut par des ministres** ou par certains députés socialistes, qui ne font pas partie du groupe des frondeurs. «Si la loi El Khomri est votée, le PS est mort», **prévient Yann Galut, sur LeParisien.fr.** Soupier d'une aubryste, qui reconnaît un «malaise chez les militants» : «Lors du dernier congrès du PS, on a apporté notre soutien au gouvernement sous conditions. Ces conditions n'ont pas été honorées.»

Que sortira-t-il de ce bouillonnement de critiques? «Nous étions conscients les uns et les autres qu'il fallait unir cette expression. Pour l'instant, c'est déjà beaucoup», commente simplement Christian Paul. Tout ce petit monde s'active par ailleurs **pour organiser une primaire de la gauche en vue de 2017.** Rien n'est pour l'heure arrêté, mais les rendez-vous de travail sont hebdomadaires. Faut-il y voir un signal? Martine Aubry fera un saut à une réunion organisée demain par les partisans de la primaire dans sa ville de Lille (Nord).

**Dans une tribune au Monde, la gauche exprime son ras-le-bol**

<http://dai.ly/x3u10ae>

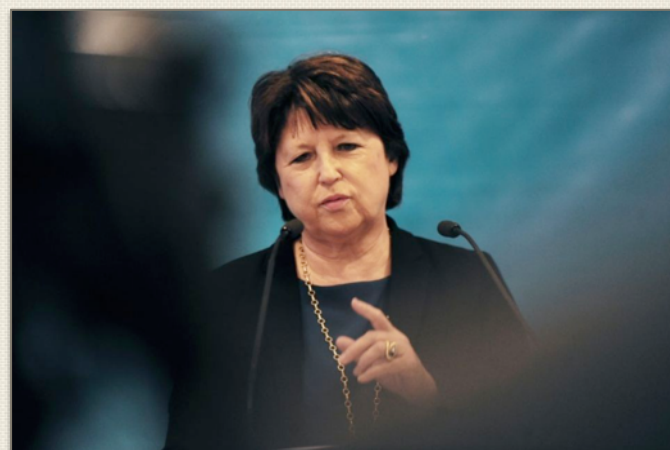
**Lienemann va plus loin que les signataires de la tribune Aubry**

<http://dai.ly/x3u111x>

Le Parisien

### **III) Pourquoi Aubry ne veut pas laisser à Valls la «modernité» à gauche**

Par Lilian Alemagna



Martine Aubry le 14 janvier 2016 à Lille Photo FRANCOIS LO PRESTI.

**La maire de Lille a poursuivi ce jeudi matin sa contre-offensive. Pour s'opposer à la future réforme du Code du travail mais aussi ne pas lâcher le «progressisme» : éviter d'être, de nouveau, enfermée par Manuel Valls dans la catégorie «passéiste» de la gauche.**

La bataille du «progressisme». Au lendemain de la publication d'une tribune cosignée qui étrille la politique du gouvernement, Martine Aubry a continué le boulot ce jeudi matin sur RTL. Et pour ne pas - cette fois-ci - se laisser enfermer par Manuel Valls et ses proches dans la «gauche passéiste», la catégorie des «conservateurs qui ne veulent rien réformer», la maire de Lille le répète : «Nous sommes la gauche progressiste.» Un mot revendiqué lui aussi par le Premier ministre en conclusion de sa tribune postée sur Facebook lundi soir.

Pour «être moderne» sur la réforme du Code du travail, insiste Aubry, il aurait fallu ne pas «restreindre» le compte personnel d'activité. Il aurait fallu, selon l'ex-ministre de l'Emploi de Lionel Jospin, apporter «des protections collectives et des libertés individuelles» aux salariés. «Oui il faut faire bouger le Code du travail mais en protégeant les salariés», poursuit-elle avant d'enterrer la réforme proposée par sa successeure Rue de Grenelle: «La loi El Khomri tourne complètement le dos à ça. Cette loi n'est pas une loi de gauche [...] J'y ai retrouvé les propositions, non pas du Medef, mais du CNPF [le nom de l'organisation patronale jusqu'en 1998].» Comme pour renvoyer, là encore, Valls et sa vision de l'entreprise au siècle précédent... «Mon projet, c'est d'aider la gauche»

«Nous représentons la gauche moderne», martèle Aubry. Et ses amis «ne sont pas des frondeurs, ce sont des hommes et des femmes de convictions». Alors elle demande à l'exécutif à les «écouter» lors des débats à venir, fin mars - début avril, à l'Assemblée nationale. «Accepter le débat de fond, c'est ce que je demande au gouvernement», réclame Aubry. Laquelle n'a absolument pas l'intention de quitter Lille pour se poser en alternative à Hollande. «Ce n'est pas du tout mon projet. Mon projet, c'est d'aider la gauche.» Donnant tout de même raison à Hollande d'avoir «rétabli la compétitivité des entreprises» et fait «une politique de l'offre» - même s'il «aurait dû faire en sorte que cette politique soit ciblée», nuance Aubry, réclamant au passage qu'une partie des sommes du pacte de responsabilité soit réorientée aux investissements publics - elle alerte sur le risque d'une élimination de la gauche dès le premier tour de 2017 : «Si on ne règle pas le présent, on n'a aucune chance pour qu'un candidat de gauche gagne la présidentielle.» Un candidat «progressiste» bien sûr.

Lilian Alemagna



LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Après la charge d'Aubry, le gouvernement est-il minoritaire au parti socialiste?

Par stéphane alliès

**La maire de Lille publie un texte au vitriol contre la dérive du pouvoir socialiste, cosigné par ses proches et quelques socialistes « de gouvernement ». Quels débouchés ou conséquences peuvent découler de cette initiative ? Nul ne le sait vraiment. Mais la majorité issue du dernier congrès PS de Poitiers est en danger.**

**M**artine Aubry se re-réveille. Ce mercredi, dans une tribune au Monde, l'ancienne première secrétaire du PS a fait feu sur le quartier général socialiste. Dans ce long texte ouvert à signatures (ici), la maire de Lille s'en prend au « marché de dupes » du pacte de responsabilité, au « désolant débat sur la déchéance de nationalité », ainsi qu'à la sortie de Manuel Valls contre la politique d'immigration d'Angela Merkel, qualifiée de « meurtrissure » et d'« indécent discours de Munich ». Elle dit aussi sa « colère » contre la loi sur le travail en préparation : « Que le patronat institutionnel porte ces revendications, pourquoi pas (...). Mais qu'elles deviennent les lois de la République, sûrement pas ! Pas ça, pas nous, pas la gauche ! »



Jean-Christophe Cambadélis et Martine Aubry, à La Rochelle en 2012 ©

Le réquisitoire est cosigné par des députés proches d'Aubry (François Lamy ou Jean-Marc Germain), des intellectuels l'ayant soutenue lors de la primaire (Daniel Cohen, Axel Kahn, Michel Wieviorka), des écologistes impliqués dans la démarche "#notreprimaire" (Daniel Cohn-Bendit et Yannick Jadot), et d'anciens ministres leaders de la « motion B » du dernier congrès socialiste de Poitiers (Christian Paul et Benoît Hamon). «

On a voulu que ce texte soit représentatif de ce que pense la diversité de la “gauche de gouvernement”, explique Jean-Marc Germain. Il ne s'agit pas d'être contre Hollande, on reconnaît que des choses bien se sont faites, mais il nous semble important de proposer notre propre vision du réformisme. Nous ne voulons pas entériner l'idée de Valls selon laquelle il y aurait une gauche réformatrice et une gauche conservatrice. Nous avons toujours été des réformateurs, mais il faut redonner du sens au mot “réforme”. »

Pour l'heure, le message a tous les atouts d'un appel crypté à François Hollande, pour que celui-ci change de premier ministre. « Dire qu'il y a deux gauches irréconciliables [comme l'a récemment fait Manuel Valls], c'est une vraie connerie, dit François Lamy, car ça donne envie à tout le monde de prouver le contraire. » Les proches d'Aubry ne font pas mystère d'avoir été contactés pour le dernier remaniement. « On a demandé s'il y aurait des “bougs”, un changement de ligne, même léger, explique l'un d'eux. On nous a répondu que non. Alors on s'est dit au revoir... »

Mais certains redoutent déjà que le coup de pied dans la fourmière ne connaisse pas de lendemain. Comme l'a exprimé le sociologue Camille Peugny (un ancien soutien d'Aubry, qui n'a pas signé ce texte-là), la crainte est grande que « comme trop souvent avec Martine Aubry, cela sera suivi de plusieurs mois de silence ». La dernière ruade en date de la maire de Lille incite en effet à la prudence. En octobre 2014, elle critiquait déjà l'orientation gouvernementale dans un long entretien au JDD. Mais quelques semaines plus tard, elle et ses amis se rangeaient derrière Jean-Christophe Cambadélis, et aux côtés de Manuel Valls, contribuant à escamoter le congrès de Poitiers de juin 2015, où aucun des tiraillements internes au parti n'a été clarifié. Martine Aubry a même dû ensuite essayer l'affront de la perte de sa “fédération” du Nord, au profit des proches du ministre Patrick Kanner, soutien de Valls et Hollande.

C'est malgré tout l'héritage de ce congrès qui est désormais en jeu. Et en premier lieu la viabilité de la direction du parti. Face aux aubrystes, qui représentent un petit tiers de la motion A majoritaire, les représentants de la motion D (parmi lesquels on retrouve Yann Galut, qui a lui aussi cosigné la tribune d'Aubry) et la motion B de l'aile gauche du parti, la majorité de Jean-Christophe Cambadélis paraît bien fragile.

« Aujourd'hui, il l'a perdue, assure le député Yann Galut. Ça ne veut pas dire qu'on veut le renverser, mais qu'il doit tenir compte de la situation et faire entendre l'intérêt du parti face à une ligne libérale qui ne représente toujours que les 5 % de Manuel Valls à la dernière primaire. Cambadélis doit arrêter de déminer, et affirmer la réalité du parti. Un vote sur la loi travail serait minoritaire chez les militants, au conseil national et au bureau national... »

S'il ne compte pas parmi les signataires de la tribune aubryste, sans doute jugé pas assez “réformiste” par ses auteurs, l'eurodéputé Emmanuel Maurel se félicite de cette « extension du domaine de la contestation interne », qui traduit selon lui « l'état de désarroi et de colère » de socialistes ayant voulu croire à la possibilité d'un relatif changement de cap gouvernemental il y a six mois. « Le remords du congrès de Poitiers devrait préfigurer une sortie de la direction et donc la fin de la majorité hypothétique de Cambadélis », estime le dirigeant du courant “Maintenant à gauche”, dans l'opposition interne du PS depuis 2012. Il applaudit ce « sursaut salutaire » à un moment où « les militants rendent leurs cartes et où les députés n'y croient plus ».

Un responsable socialiste s'interroge de son côté, en résumant le paysage stratégique qui se dessine désormais, rue de Solferino : « La question, c'est jusqu'où veulent aller les aubrystes dans les mois qui viennent ? Engager les hostilités pour relancer une hypothèse Aubry en 2017 ? Faire plier Hollande sur la ligne et revenir au gouvernement ? Imposer des primaires pour soutenir Hamon ou Montebourg ? Ou juste faire un baroud d'honneur... » Le savent-ils au moins ? Pour l'heure, s'ils balaient la piste d'un retour de la dame des 35 heures en première ligne, ses proches jouent la montre. « Avant de s'interroger sur les modalités de 2017, dit Jean-Marc Germain, si on veut éviter d'aller dans le mur et pouvoir parler sérieusement de primaire, il faut un programme politique qui le permette et une action gouvernementale qui soit compatible avec cet espoir. » Il est donc trop tôt pour savoir si et quand Martine Aubry va de nouveau se rendormir.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Loi El Khomri : Benoît Hamon veut une grande campagne publique de syndicalisation en France



Sylvain Chazot  
sylvain.chazot@europe1.fr

"Nous valons mieux que ça et par 'nous', j'entends la gauche et la France." Benoît Hamon, qui pourrait être à l'origine de **la tribune cosignée par Martine Aubry** dans Le Monde mercredi 24 février, ne décolère pas. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, cette déjà fameuse loi El Khomri, est dans le viseur de l'ancien ministre de l'Éducation nationale. **Tout ça parce qu'elle est, à ses yeux, de droite.**

Les mots sont forts mais un peu limités pour faire passer ses idées. Alors Benoît Hamon est venu, ce jeudi 25 février sur France 2, avec plusieurs propositions, dont une qu'il martèle : **inciter les salariés français à se syndicaliser.**

*Je propose qu'on mette en place une grande campagne publique de syndicalisation, que la ministre du Travail, le Premier ministre, mettent en place un chèque syndical qui facilite la possibilité dans une PME de se syndiquer et donc de pouvoir négocier à armes égales. Parce que la négociation, elle doit être équilibrée.*

Car pour Benoît Hamon, **l'un des points noirs du projet de loi sur la réforme du droit du travail** est la supposée volonté du gouvernement d'inciter à plus de "démocratie sociale". "Dans un pays où **on a 7,8% de salariés syndiqués**, 5% seulement dans les PME, allez-vous me dire comment vont se dérouler ces négociations ?", s'interroge Benoît Hamon.

Le projet de loi veut en effet assouplir les 35 heures via la négociation collective au sein même des entreprises. Et ça, le député des Yvelines ne le souhaite pas, du moins pas en l'état.

Il dit :

*Quand demain, un chef d'entreprise vous dira 'on travaille 39 heures en moyenne dans l'entreprise mais j'aimerais qu'on passe à 41 heures ou 42 heures. Mais les heures supplémentaires, on ne les paiera plus 25%, on les paiera que 10%. Je souhaite qu'il y ait un accord'. Eh bien il y aura un accord. Pourquoi ? Parce qu'on voudra garder son boulot et on acceptera d'être payé moins en heures supplémentaires.*

**Voilà pourquoi Benoît Hamon veut plus de personnes syndiquées en France** : pour rendre les négociations dans l'entreprise plus équitable. "Nous sommes champion d'Europe pour notre niveau de syndicalisation extrêmement faible. On a trois fois moins de syndiqués qu'en Grande-Bretagne, rendez-vous compte", dit-il en guise d'exemple.

Si la gauche du PS en vient à citer la Grande-Bretagne en exemple...

[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

LAPRESSEENREVUE.EU

## Communiqué - La loi travail annonce la déchéance sociale des familles des salariés



Crédits photos : ActuaLitté (à g.), Olaf Kosinsky (à d.)

Communiqué du 23 février 2016

La loi travail voulue par François Hollande et présentée par Manuel Valls détruira purement et simplement la vie commune quotidienne d'innombrables familles. Son ignominie est bien montrée par cet article qui retire le droit aux deux jours de pause en cas de décès familial. Le texte prévoit aussi la suppression des onze heures de délai entre deux journées de travail. Rentrer chez soi prendre soin des siens, dormir puis revenir à son poste en moins de onze heures ! Que chacun fasse le compte de ce que cela implique comme genre d'existence. Faudra-t-il amener son sac de couchage au travail ? Le texte revient sur la journée de huit heures acquise depuis Clémenceau, et même sur celle de dix heures acquise depuis 1900 ! Les apprentis devront travailler sans limite horaire particulière. Et ainsi de suite. D'un article de la loi à l'autre c'est une odieuse surenchère d'abus contre la condition quotidienne des salariés et de leurs familles. Pas un emploi ne sera créé de cette façon. Mais les journées harassantes de 10 ou 12 heures ruineront la santé des salariés et abaisseront rapidement leur productivité. Les salariés, les sans-emplois et les personnes hors du circuit du travail salarié paieront tous très cher ce retour à la condition des salariés du 19<sup>ème</sup> siècle.

Déjà les syndicats de salariés se disposent pour organiser une action nationale concertée. Formons le vœu qu'ils parviennent à s'accorder pour mobiliser le plus largement. Mais toute la société doit les appuyer. Car toute la société est concernée par ce nouveau cadeau au secteur le plus borné du CAC 40. Toute la société doit pouvoir s'y opposer. Il y a nécessité d'une action de tous, salariés ou non. Pour ma part, je souhaite que soit organisée une marée citoyenne pour obtenir le retrait de la loi. C'est possible, comme

le montre la pétition citoyenne en cours. Les syndicats qui ont arraché au fil du temps les acquis sociaux dont nous bénéficions, les partis liés à l'histoire du monde des salariés, les groupements de citoyens, tous unis devraient pouvoir en prendre l'initiative. Ils en ont le pouvoir. J'appelle à se tenir prêt à répondre à leur appel !

Publié par Jean-Luc Mélenchon

[jlm2017.fr](http://jlm2017.fr)



Mix & Remix Dessin de Mix & Remix, Le Matin Dimanche, Lausanne

## A Suivre... La Presse en Revue



*Quelques jours de repos...*